

Compte rendu de l'audience à la direction académique du 7 décembre 2016

Présents : Mme. Grèverie, secrétaire générale, M. Fabre, DASEN adjoint

Pour la FNEC 17 : Bénédicte Moulin (SNETAA-FO), François Dubreuil (SNUDI-FO), Cécile Baduel (SNFOLC)

FNEC FP-FO : Aujourd'hui a lieu l'examen en Comité Technique Ministériel des décrets d'application du PPCR à l'Education nationale. Notre fédération s'oppose à ce pseudo-accord. La revalorisation salariale annoncée n'est qu'un écran de fumée qui cache un transfert d'indemnités, l'allongement des carrières, la fin ou la diminution de certains dispositifs ou décharges.

Autre source d'inquiétude : le passage de grade. La hors classe ne serait plus accessible qu'à partir de deux années d'ancienneté dans le 9^{ème} échelon et la classe exceptionnelle réservée à quelques privilégiés.

Nous nous opposons également à un autre point de la transposition du PPCR à l'Éducation, la réforme de l'évaluation des personnels, qui signifierait la fin de la notation chiffrée au profit de trois rendez-vous de carrière où nous serions évalués par compétences. Or les items de ces compétences sont très éloignés du cœur du métier d'enseignant, le fait d'enseigner, dans une logique assez semblable à celle de la réforme du collège qui dilue l'enseignement disciplinaire au profit des EPI ou de l'AP, ou les réunions pour les organiser qui alourdissent la charge de travail des enseignants.

M. Fabre : C'est n'importe quoi. Le référentiel de compétences des enseignants existe depuis 2011. Vous ne le découvrez pas aujourd'hui, c'est déjà sur cette base que vous êtes évalués.

FNEC FP-FO : Pas avec une importance aussi grande aux tâches annexes. Le rapport de l'IPR concerne jusqu'ici majoritairement ce qu'il a observé pendant la séance. Dans ce projet on met sur le même plan l'enseignement et ce qui n'en est pas. L'investissement des enseignants dans des projets doit rester de leur liberté.

M. Fabre : L'enseignement a changé. Ce n'est plus un enseignant face à sa classe. La gestion doit être collective.

FNEC FP-FO : Mais on ne peut être évalué sur ces critères. L'investissement peut varier tout au long de la carrière. Depuis la rentrée la charge de travail des enseignants est extrêmement lourde : quatre programmes à mettre en œuvre en même temps, EPI, AP, réunion de cycles...

M. Fabre : Nous reconnaissons que le travail des personnels est conséquent.

FNEC FP-FO : Certaines de ces réunions ne sont pas obligatoires mais la participation des personnels pourrait être évaluée dans ce système de compétences. Par exemple comment les participants au conseil école-collège sont-ils choisis ? Nous revendiquons que les personnels ne soient pas désignés par le chef d'établissement.

M. Fabre : Ce sont les chefs d'établissements et les IEN qui désignent les participants.

FNEC FP-FO : Et si les personnels ne souhaitent pas s'y rendre ?

M. Fabre : Le cas ne s'est pas posé. Ces réunions font partie du temps institutionnel.

FNEC FP-FO : Parce que ces réunions sont en train d'être planifiées. Nous anticipons pour faire un point sur les droits des personnels. Qu'appellez-vous « temps institutionnel » ?

M. Fabre : Le conseil école-collège est différent des réunions de cycle 3. Pour le premier degré il s'agit d'une obligation.

FNEC FP-FO : Dans le cadre des 108h ? Et pour le secondaire ?

M. Fabre : Ce sera discuté dans chaque établissement.

FNEC FP-FO : Autre injonction faite aux personnels qui alourdit leur charge de travail, le LSU.

M. Fabre : Ce n'est pas l'objet de l'audience.

FNEC FP-FO : On peut demander une nouvelle audience sur ce sujet dans ce cas. Les personnels se posent des questions sur ce qu'ils doivent y faire figurer : note et/ou commentaires, et les menus qu'ils doivent renseigner. L'obligation de la note disparaît-elle ?

M. Fabre : Un tiers des établissements du département ne mettent pas de note en cycle 3. C'est différent en cycle 4, il s'agit de cibler les éléments du programme travaillés. La note n'est pas une obligation.

FNEC FP-FO : Elle l'est dans deux textes officiels : l'un de 2000, et l'autre de 1989 (une lettre du ministre aux recteurs). Toutes les parties du programme travaillées doivent-elles être renseignées ou peut-on les faire apparaître dans les commentaires ?

M. Fabre : C'est de la liberté de l'enseignant : tout renseigner rendrait les bulletins illisibles.

FNEC FP-FO : En formation des chefs d'établissements et des IPR nous ont indiqué que la bascule vers Pronote risquait de faire disparaître les commentaires saisis.

Mme Grèverie : Pour l'instant il n'est rien.

FNEC FP-FO : C'est une illustration du manque d'anticipation sur cette réforme : avant d'utiliser un logiciel il faut qu'il soit opérationnel. Toutes ces réformes sont faites à moyens constants.

M. Fabre : Vous ne pouvez pas dire ça. Des postes ont été créés dans le primaire alors que les effectifs sont en baisse.

FNEC FP-FO : Ce n'était pas le cas à la rentrée, il y avait un déficit de 13 postes.

M. Fabre : Le problème a été réglé.

FNEC FP-FO : Pas dans le secondaire. Les couplages se multiplient et s'éloignent, les effectifs dans les classes sont très lourds sur certains niveaux, comme les groupes de langues en 1^{ère} et Tle au lycée de Jonzac. Vous avez reçu les revendications des collèges et lycée de Jonzac, du collège Agrippa d'Aubigné de Saintes par exemple.

Mme Grèverie : Le H/E de cette année est le même que celui de l'année dernière.

FNEC FP-FO : Et sera-t-il maintenu à la rentrée ?

Mme Grèverie : On n'en sait rien pour l'instant.

M. Fabre : Les moyens sont aussi mis dans l'accompagnement à la réforme et dans le cadre du PPCR.

FNEC FP-FO : Par accompagnement, vous voulez dire formation ?

M. Fabre : Les scientifiques discutent de la signification de ce terme.

FNEC FP-FO : On espère tout de même que les personnes qui ont rédigé le décret savent ce qu'ils mettent derrière ce terme.

M. Fabre : Nous le saurons dans les jours à venir, le temps que les choses se mettent en place.

FNEC FP-FO : S'il s'agit de formations, notre fédération s'oppose à leur obligation, telle qu'elle nous a été présentée concernant les formations à la réforme. Le mercredi après-midi ne fait pas partie de notre temps de présence dans les établissements. Etant donnée la charge de travail actuelle des personnels, ce temps est consacré à la préparation des cours ou à leur évaluation. La formation doit rester un droit.

M. Fabre : Nous n'avons pas de réponse locale en ce qui concerne la participation aux formations. C'est à votre fédération de poser la question.